

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 98 (ex-article 136 TCE)

Déposée par Sylvia - Yvonne Kaufmann, Anne Van Lancker, Emilio Gabaglio, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning- Schmidt, Carlos Carnero - Gonzalez, Ben Fayot, Ornella Paciotti, Pervenche Beres, Linda Mc Avan, Maria Berger, Caspar Einem, Elio Di Rupo

Qualité :

Article III. 98 (ex-article 136)

L'Union et les États membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant ~~un niveau d'emploi élevé et~~ le plein emploi durable et la lutte contre les exclusions.

À cette fin, l'Union et les États membres agissent en tenant compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union.

Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché intérieur, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par la Constitution et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.

Explication éventuelle :

En introduisant le concept du "plein emploi" dans la première partie de la Constitution, il convient par souci de cohérence de reprendre ce même concept tout au long de la Constitution.